



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 17 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

**Secrétaire de séance**

GOALEC Bernard

**Excusés**

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)  
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)  
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)  
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)  
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)



Conseil de Communauté du 17 juillet 2020

Délibération n°DCC2020\_066

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Objet</b> | <b>Délégation de compétences accordée au Bureau communautaire</b> |
| Rapporteur   | Patrick LECLERC   |
| Service      | Service Affaires Générales  |
| Thème        | Affaires générales  |

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Cette faculté est toutefois ouverte à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15 du Code général des collectivités territoriales,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public,
- des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville

Pour rappel, lors de chaque réunion du conseil de Communauté, il appartient au président de rendre compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du conseil de Communauté.

**DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

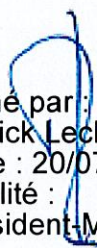
**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique :** donne délégation de compétence au Bureau pour :

- conclure les conventions d'assistance technique avec les communes et syndicats du territoire dans le cadre de projet de construction, rénovation ou aménagement en matière de bâtiments ou infrastructures ou dans le cadre d'opération d'entretien/gros entretien de la voirie ;
- conclure les conventions de maîtrise d'ouvrage mandatée avec les communes et syndicats du territoire ;
- conclure les conventions de groupements de commandes ;
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, et quand leur montant est supérieur à 90 000 € HT ;



- solliciter auprès de toute personne morale de droit public ou privé l'attribution de subventions de fonctionnement pour des opérations en rapport avec les compétences exercées par la Communauté, sauf lorsque celles-ci sont présentées concomitamment à une demande de subvention d'investissement ;
- prendre des décisions pour l'application de délibérations-cadres du conseil de Communauté ;
- prendre toute décision relative aux transactions à conclure en application des articles 2044 et suivants du Code civil ;

  
Signé par :  
Patrick Leclerc  
Date : 20/07/2020  
Qualité :  
Président-Maire